"la municipalité de..... ce..... jour du mois de......
"187, et nous les certifions exacts et conformes."

Le président et le secrétaire-trésorier signent cette déclaration, qui doit également demeurer annexée au rôle.—S'il n'y a pas lieu d'amender le rôle, vous passez une "résolution" pour l'homologuer tel quel; ensuite le président et le secrétaire-trésorier signent le rôle et le certifient exact.

Toutes ces formalités sont de rigueur, et si vous négligez d'en observer une seule, la municipalité pourra en souffrir, car le rôle de cotisations est le document qui fait foi en justice comme source légale de vos revenus, et s'il est annullé, vous restez les mains vides: pas

d'argent sans rôle.

re.

ur

le ant

vez

rez

lite

ier

OIL

tit,

me

.oit

pas

its

le,

les

ite

ıte

lix

oir

de

se

ms

ıle

gt-

oit

 \mathbf{m}

an

ıte

, à Le

ez

il

011

ts,

au

de

Vous avez deux moyens de percevoir forcément les cotisations, lorsqu'on en refuse le paiement. Le premier est une poursuite ordinaire devant l'un des tribunaux suivants: 10. deux juges de paix du comté, 20. la cour des commissaires, 30. la cour du magistrat, 40. la cour de circuit. Le second moyen est de faire servir, par ministère d'huissier, au débiteur récalcitrant un avis selon la formule No. 15. Si le débiteur est domicilié dans la municipalité, le service doit être fait à lui personnellement ou à une personne raisonnable de sa maison ou de sa "place d'affaires; s'il n'y est pas domicilié, il suffira de mettre à la poste, à son adresse, une copie de cet avis, sous enveloppe scellée et enregistrée. Il y a droit de saisie (formule No. 16) contre lui après un délai de quinze jours. Les procédures de cette saisie, de la vente et du partage des deniers qui en proviennent, sont clairement indiquées à l'art. 13 de la 40 Vict., ch. 22.

Dans le cours du mois de novembre de chaque année, vous devez vous faire remettre par votre secrétaire-trésorier un état de toutes les cotisations scolaires non soldées, soit que les débiteurs soient domiciliés dans la municipalité, ou absents, ou étrangers, ainsi que des mandats de saisie qui n'auraient pu être recouvrés et des frais encourus dans ces poursuites. Cet état doit donner les noms et qualités des contribuables débiteurs et la description des terrains grevés de cotisations, d'après le rôle d'évaluation et de perception. Après avoir reçu votre approbation, cet état doit être transmis au conseil de comté avant le 20 décembre de l'année courante.

Il appartient ensuite au secrétaire du conseil de